

ENNEVELIN

Le plan d'urbanisme intègre de nouvelles contraintes à cause du risque d'inondations



À cause d'un plan sur les risques d'inondations, la municipalité a dû revoir son plan local d'urbanisme qu'elle avait « bouclé », il y a un an.

Les élus ont discuté avec les services de l'État mais ont dû se plier à ses exigences.

La municipalité en avait presque terminé avec son plan local d'urbanisme (PLU) pour lequel les premiers travaux avaient démarré en 2003 et aurait dû aboutir fin 2005. Les élus ont-ils été trop rapides ? Toujours est-il qu'au début de cette année, les services préfectoraux ont demandé que soit pris en compte « un plan complémentaire au plan de zonage sur les risques d'inondations », un document qui prévaut sur le PLU.

À partir de données qui remontent à la fin des années 1990 et qui ont été actualisées dans le cadre d'un document global, le plan de prévention des risques inondations (PPRI), des zones à aléa faible, moyen ou fort ont été délimitées sur le territoire communal avec, comme contraintes, des secteurs où les constructions sont limitées ou qui deviennent inconstructibles.

« Ces zones définies pour des crues centennales ne sont pas cohérentes avec ce qui a été observé lors des crues de la Marque au début des années 2000 », remarque le maire Michel Dupont. Il y aurait même une différence de 1,5 mètre avec les relevés de cotes effectué pour le compte de la communauté de communes.

« Ennevelin est plat et en cas de crues, les inondations auraient dû être plus fortes », analyse encore l' élu, qui a multiplié les contacts avec les services de l'État afin d'obtenir une étude plus fine sur le terrain. Par exemple : la ferme de la Bossche se trouve en zone de risque moyen à fort, alors qu'elle est sur une butte. Mais le principe de précaution maximum a finalement prévalu.

Urbanisation

La municipalité a donc informé les résidents concernés, essentiellement des habitants de la rue Remonprez (où les possibilités de construction sont limitées), ceux de l'extrémité de la rue Jules-Ferry en bordure de la rivière (où elles sont interdites, sauf 10 m² à 1,7 m de haut), des maisons de la Verte-Rue et quelques autres isolées.

À l'arrière du stade et de la rue Jean-Jaurès, le PLU prévoit également une zone d'extension de l'urbanisation au sud. Le risque y est faible (avec un risque de submersion de 0,50 m), mais toute construction y devient impossible. Sauf que la zone gardera quand même sa vocation. Et lorsque le temps de l'urbanisation viendra, à plus ou moins long terme, l'État dira oui ou non. « Au total, conclut Michel Dupont, nous avons essayé de défendre les habitants sans prendre de risques. L'avenir dira si ces contraintes sont justes et avérées.

» •

